

Déclaration FSU

Comité Technique Spécial Départemental des Vosges

28 mai 2019

Le mouvement social inédit dans sa forme et sa durée, a contraint le gouvernement à donner quelques signes d'évolution de sa politique scolaire dans les secteurs ruraux. La présentation du document que nous avons sous les yeux en est l'illustration. En fait, il ne s'agit que d'illusion voire d'aboutissement Cf Cahier n°13 de l'OCDE... En effet, depuis plusieurs années, la ligne directrice a été la fermeture des classes en milieu rural, puis des écoles rurales. Nous avons toujours contesté les arguments pédagogiques qui étaient mis en avant par l'administration car, pour beaucoup d'entre nous, issus de ces petites écoles, la trajectoire de nos études et notre intégration sociale n'en a pas souffert. De plus, si enseigner avec des effectifs réduits en REP et REP+ est profitable aux élèves pourquoi pas aussi dans les RPI et les RPC ?

Ce que les représentants de la FSU88 annonçaient est en train de se réaliser : la concentration des classes dans des écoles à 5 classes et plus, permet de supprimer des moyens de remplacements. Dans le cas de notre département, les postes de remplaçants supprimés sont quasiment tous en milieu rural (GIRANCOURT, SOULOSSE, DARNEY, MONTHUREUX, MARTIGNY) et tous vacants donc leur disparition sera, dans un premier temps, invisible pour les parents d'élèves. Il est évidemment plus simple de répartir les élèves en cas de non-remplacement dans de grosses écoles. La dérive prévisible sera d'augmenter le nombre de jours de carence en cas de maladie. De fait, les enseignants seront vaccinés ! Nous refusons cette dérive.

Concernant les annulations de fermetures de classe à Autrey et Deycimont, la FSU ne peut que s'en féliciter. Une fois n'est pas coutume, le gouvernement nous donne raison. Mais ce n'est que la politique du boulet qui casse et qui revient en arrière pour faire croire que la douleur sera moins forte. Nous le savons tous, c'est reculer pour bien détruire, ajuster le nouveau coup et le porter à nouveau quand il y aura moins de résistance.

Le principe est simple : faire tout pour que les citoyens pensent que le service d'Education est mauvais, certains ne se sont pas gênés pour le dire aux parents d'élèves au mépris du devoir de réserve.

Globalement, les agents du service public ne sont pas au mieux de leur forme et ceci quel que soit le versant de la fonction publique qui les emploie. Pas besoin de s'appesantir sur le service de santé publique, beaucoup de citoyens préféreraient mourir avant d'avoir à être soignés. Mais même le service de santé scolaire est dans la tourmente, injonctions, manque d'effectif, changement des missions ... Les personnels en ont assez.

Que dire des personnels administratifs contraints d'appliquer des réformes improvisées ? Le cas du mouvement des personnels du 1^{er} degré en est la démonstration. Outre, que les nouvelles règles inquiètent les collègues concernés, le rôle d'information que doivent tenir nos collègues du pôle ressource a été compliqué voire impossible tant leur formation a été expresse et lacunaire. Le fonctionnement n'est encore pas finalisé, de source du Ministère. Peut-être devons-nous refaire le mouvement à la main !

En tout état de cause, nous renouvelons notre demande que tout collègue nommé sur un poste qu'il n'aurait pas souhaité puisse participer à la phase manuelle de juin.

Les personnels du second degré sont aussi dans la tourmente. Au collège, les réformes cousues et détricotées laissent des traces d'amertume et de démobilité. Nous appelons à un peu de sérénité pour les années à venir.

Au lycée, la réforme du BAC et des programmes ne passe toujours pas. Les collègues sont sous le feu des questions des élèves, de leurs parents et des injonctions ministérielles : quelle véritable liberté de choix quand certaines combinaisons de spécialités sont impossibles à moins de s'inscrire au CNED ? Quel temps de concertation pour les enseignements pluridisciplinaires ? Comment aider vraiment les élèves avec des programmes aux ambitions d'un niveau digne de l'université ? Comment choisir des spécialités en seconde alors que beaucoup d'élèves n'ont pas encore de projets post-bac ?

La FSU demande que la concertation reprenne entre les professionnels et les politiques afin de redonner un sens à la politique éducative de notre pays.